

ÉDITO

Israël : l'élection qui pourrait tourner la page de l'ère Netanyahou

Par Jonathan BENADIBAH



Jonathan Benadibah est Vice-Président Stratégie & Développement de NSI, le pôle « influence » du groupe ADIT, et directeur associé d'ESL. Titulaire d'un Master 2 de Science politique et Relations internationales de l'Université Jean Moulin Lyon 3, ainsi que d'un MBA en Stratégie des affaires et Intelligence européenne (ISC Paris), il s'est également spécialisé en intelligence économique au sein de l'École Européenne d'Intelligence Économique (EEIE) de Versailles. Il a débuté sa carrière chez Eurocrise puis au sein du groupe ADIT, où il a notamment dirigé le pôle « Intelligence Territoriale ». Il y a développé une expertise en intelligence économique, affaires publiques, gestion de crise et diplomatie d'affaires, en accompagnant des clients français et internationaux sur des dossiers sensibles à forts enjeux stratégiques. Il a rejoint ESL en 2017, où il a successivement occupé les fonctions de Responsable du Pôle Due Diligence & Compliance, et de Directeur.

Donnée en tête dans plusieurs sondages du premier semestre 2026, la formation issue de la fusion entre Naftali Bennett et Yaïr Lapid – baptisée Beyahad, « Ensemble » – s'est imposée comme la seule alternative crédible au gouvernement de Benjamin Netanyahou, avant de connaître un tassement sensible ces dernières semaines. Au-delà d'une simple alternance, le scrutin à venir, qui doit se tenir d'ici la fin du mois d'octobre 2026, pourrait marquer la fin d'un cycle politique qui domine Israël depuis près de trois décennies et ouvrir la voie à un renouvellement profond de sa vie politique.

Les prochaines élections législatives israéliennes pourraient constituer l'un des scrutins les plus importants depuis plusieurs décennies. Non parce qu'elles désigneraient simplement un nouveau gouvernement, mais parce qu'elles pourraient marquer la fin d'un cycle politique commencé il y a près de trente ans : celui de Benjamin Netanyahou, qui a confirmé sa candidature le 10 juin dernier. Les derniers sondages, relayés notamment par le *Jerusalem Post*, dessinent un paysage plus fragmenté qu'il y a quelques mois : le Likoud reste le premier parti avec environ 23 sièges, Beyahad le talonne autour de 22, et la coalition gouvernementale ne dépasse pas 52 sièges – loin des 61 nécessaires pour gouverner seule. Le bloc d'opposition hors partis arabes plafonne, lui, à 58 sièges. Aucun

camp ne dispose donc d'une majorité automatique, mais c'est bien la formation de Naftali Bennett et Yaïr Lapid qui demeure le pivot autour duquel pourrait se construire une alternance – à condition de contenir l'érosion observée ces dernières semaines face à une concurrence inattendue au sein du camp de l'opposition.

Dans ce paysage d'opposition, une figure a émergé avec une rapidité qui a surpris les observateurs : l'ancien chef d'état-major de Tsahal Gadi Eisenkot, dont le mouvement Yashar! talonne désormais les grandes formations dans plusieurs sondages. Son parcours militaire – il a dirigé les forces armées israéliennes de 2015 à 2019 – lui confère une autorité naturelle en matière de sécurité que peu de responsables politiques peuvent revendiquer. Membre du cabinet de guerre constitué au lendemain du 7 octobre avec Benny Gantz, il a démissionné en juin 2024, refusant de cautionner davantage la gestion du conflit par Netanyahou. Mais c'est son histoire personnelle qui lui a valu une place à part dans la conscience collective israélienne. Son fils, le sergent-chef Gal Meïr Eisenkot, 25 ans, a été tué dans l'explosion d'une bombe dans un tunnel à Jabaliya, dans le nord de Gaza, en

décembre 2023. Le lendemain, son neveu, le sergent Maor Cohen Eisenkot, 19 ans, tombait à son tour à Khan Younès. Un troisième proche, le capitaine Yogev Pazy, 22 ans, lui aussi neveu d'Eisenkot, était tué en novembre 2024 dans le nord de Gaza. Dans un pays où le service militaire traverse toutes les familles, cette triple perte donne à Eisenkot une légitimité que le débat politique ne peut ni fabriquer, ni contester.

Néanmoins, la fragmentation traditionnelle du paysage politique israélien rend toute projection hasardeuse. Mais pour la première fois depuis longtemps, l'hypothèse d'une alternance ne relève plus de la spéculation et pose la question suivante : Israël est-il prêt à entrer dans l'après-Netanyahou ?

Benjamin Netanyahou, l'homme qui a dominé la politique israélienne

Peu de dirigeants démocratiques auront autant marqué leur pays que Benjamin Netanyahou. Élu une première fois Premier ministre en 1996 à l'âge de 46 ans, il devient alors le plus jeune chef de gouvernement de l'histoire israélienne. Battu en 1999, beaucoup le croient politiquement terminé. Pourtant, après





© Tatiana Istomina, Unsplash

plusieurs années passées dans l'opposition puis au ministère des Finances, il revient au pouvoir en 2009. Depuis cette date, il a dirigé Israël presque sans interruption, ne quittant brièvement ses fonctions qu'entre 2021 et 2022 avant de revenir à la tête du gouvernement. À l'issue des prochaines élections, il pourrait avoir exercé le pouvoir pendant près de vingt années cumulées, un record absolu dans l'histoire d'Israël.

Pour une génération entière d'Israéliens, Netanyahu est devenu bien davantage qu'un dirigeant politique. Il constitue un élément structurant du paysage institutionnel national. Les partis se positionnent pour lui ou contre lui. Les coalitions se bâtissent autour de sa personne. Les débats politiques finissent souvent par se réduire à une question : faut-il maintenir ou remplacer Benjamin Netanyahu ? Cette personnalisation extrême du pouvoir a profondément polarisé la société israélienne – au point qu'une enquête de l'*Israel Democracy Institute* publiée le 9 juin estime que 61 % des Israéliens jugent qu'il ne devrait pas se représenter.

Une coalition qui a écorné l'image internationale d'Israël

Le scrutin à venir ne concerne pas seulement Benjamin Netanyahu. Il concerne également la coalition qui l'entoure. Depuis plusieurs années, les figures les plus radicales du gouvernement ont contribué à dégrader l'image d'Israël auprès d'une partie de ses alliés occidentaux. Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, issu de la mouvance kahaniste, s'est régulièrement illustré par des déclarations polémiques sur les Palestiniens, la sécurité intérieure ou encore les implantations en Cisjordanie. Le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, chef du Parti sioniste religieux, défend quant à lui une vision ouvertement favorable à l'extension de la souveraineté israélienne sur une partie de la Cisjordanie. Plusieurs de ses prises de position ont suscité de vives critiques à l'étranger.

Ces responsables ne sont évidemment pas seuls responsables de la dégradation de l'image internationale d'Israël. Les conséquences de la guerre à Gaza, les tensions persistantes avec les Palestiniens et les débats autour de la réforme judiciaire ont également

joué un rôle majeur. Mais leur présence au sein du gouvernement a contribué à installer, aux yeux d'une partie de l'opinion occidentale, l'image d'un pays en rupture avec certains de ses partenaires historiques.

L'étrange favori : Naftali Bennett

Le principal bénéficiaire de cette dynamique reste aujourd'hui Naftali Bennett. Bennett n'est pas l'antithèse de Netanyahu. Sur les questions de sécurité, il appartient à la même famille politique que l'ancien Premier ministre. Il partage une vision ferme face à l'Iran, au Hezbollah et aux menaces qui pèsent sur Israël. La différence se situe moins dans les objectifs poursuivis que dans la manière de gouverner, de construire des coalitions et de restaurer un climat politique devenu profondément polarisé.

Sa singularité réside ailleurs. Fils d'immigrés américains installés à Haïfa, il a construit sa légitimité à travers trois expériences typiques de sa génération : le service militaire – plusieurs années dans les unités d'élite Sayeret Matkal puis Maglan, jusqu'au grade de major de réserve –, l'entrepreneuriat, avec la revente en 2005 de sa société de cybersécurité Cyota à RSA Security pour 145 millions de dollars, et l'action publique. Ce parcours en fait l'une des figures emblématiques de la « Start-Up Nation » israélienne.

Surtout, Bennett possède une caractéristique unique dans la vie politique israélienne : il est le seul responsable politique à avoir déjà réussi à écarter Benjamin Netanyahu du pouvoir. Lors des élections de mars 2021, son parti Yamina n'obtient pourtant que sept sièges à la Knesset. Dans la plupart des démocraties parlementaires, un tel résultat condamnerait son chef à un rôle secondaire. Bennett va pourtant réussir un tour de force politique. Profitant de l'impasse créée par quatre élections en moins de deux ans, il conclut un accord avec Yaïr Lapid et construit une coalition regroupant huit partis allant de la droite nationaliste à la gauche sioniste, en passant par le centre et, fait inédit dans l'histoire israélienne, un parti arabe indépendant. Le gouvernement Bennett-Lapid est investi le 13 juin 2021 et met fin à douze années ininterrompues de pouvoir de Benjamin Netanyahu.

Quinze ans plus tard, c'est cette même alliance que les deux hommes ont scellée de façon plus durable, en fusionnant leurs partis fin avril 2026 au sein de Beyahad. Mais l'équation arithmétique reste la même qu'en 2021 : sans le soutien, au moins tacite, des partis arabes – le Raam et la Liste unie –, aucune majorité de gouvernement n'est mathématiquement atteignable pour l'opposition. C'est précisément ce donnant-donnant qui avait fini par faire imposer la précédente coalition.

Cette coalition de 2021 portait en elle les causes de sa précarité, avec seulement 61 sièges sur 120. Les divergences idéologiques entre ses composantes se révèlent rapidement difficiles à surmonter. Les débats sur la religion, la sécurité ou la Cisjordanie provoquent des tensions permanentes. La défection de plusieurs députés prive progressivement le gouvernement de sa majorité. Un an après son arrivée au pouvoir, Bennett et Lapid décident eux-mêmes de dissoudre la Knesset. L'expérience échoue, mais elle démontre qu'une alternance à Netanyahu est possible.

Une élection dans un contexte géopolitique explosif

Le contexte régional donne à ce scrutin une importance particulière. Sur le dossier iranien, la donne a changé de nature : Israël a engagé une offensive directe contre le programme nucléaire et balistique de Téhéran, l'opération « Lion Rugissant ». Mais ses dividendes politiques restent incertains pour Netanyahu – l'opinion israélienne demeure divisée sur l'impact réel de cette opération sur la sécurité du pays, et la cote de popularité du Premier ministre, déjà dégradée depuis le 7 octobre 2023, ne s'en est pas relevée.

Au nord, la guerre contre le Hezbollah continue de peser sur le quotidien israélien. Loin d'avoir disparu, la menace est devenue une réalité permanente. Entre tirs de drones, frappes de missiles, opérations militaires et violations répétées des cessez-le-feu, le front libanais reste l'un des principaux foyers de tension de la région. Pour les Israéliens, la question n'est plus de savoir si le Hezbollah constitue une menace, mais comment empêcher qu'un conflit déjà en cours

ne débouche sur une guerre régionale de plus grande ampleur impliquant directement l'Iran.

À Gaza, les conséquences politiques, militaires et diplomatiques de la guerre post-7-octobre continuent de peser lourdement sur le débat public.

Dans ce contexte, les Israéliens ne recherchent pas seulement un dirigeant. Ils cherchent un gouvernement capable de garantir leur sécurité, de restaurer une certaine stabilité institutionnelle et de redresser l'image du pays sur la scène internationale.

Plus qu'une victoire de Bennett, la fin d'un cycle

Pour autant, présenter Bennett comme le futur visage définitif d'Israël serait probablement une erreur. La véritable portée historique de sa victoire éventuelle réside ailleurs. Depuis près de vingt ans, la politique israélienne s'est organisée autour d'une seule personnalité. Cette centralité a progressivement empêché l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants capables de structurer durablement le débat public. Une victoire de Bennett ne transformerait pas immédiatement Israël. Elle ne résoudrait ni les fractures internes du pays ni les défis régionaux auxquels il demeure confronté. Mais elle pourrait permettre à la démocratie israélienne de retrouver un fonctionnement plus normal, où les élections opposeraient davantage des projets politiques que des fidélités ou des rejets personnels.

« En ce sens, Bennett apparaît moins comme un homme de rupture que comme un homme de transition. »

En ce sens, Bennett apparaît moins comme un homme de rupture que comme un homme de transition. Son rôle pourrait être de tourner la page Netanyahu et d'ouvrir un espace politique permettant l'émergence future de nouveaux leaders, plus consensuels, capables de reconstruire des équilibres aujourd'hui mis à mal.

Dans un Moyen-Orient marqué par l'incertitude stratégique, les tensions avec l'Iran, l'instabilité du Liban et les conséquences durables de la guerre à Gaza, Israël a besoin de dirigeants capables de conjuguer fermeté sécuritaire, cohésion nationale et crédibilité internationale.

Au fond, l'enjeu des prochaines élections législatives n'est peut-être pas seulement de savoir qui gouvernera Israël demain. Il est de déterminer si les Israéliens sont prêts à tourner la page Netanyahu pour ouvrir un nouveau chapitre de leur histoire politique ●

REGARDS CROISÉS SUR LE MOYEN-ORIENT

Après l'accord irano-américain, va-t-on vers la paix au Moyen Orient ?

Par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

L'accord signé à Versailles le 17 juin entre les États-Unis et l'Iran a été accueilli partout dans le monde – sauf en Israël et par certains à Washington – avec soulagement, car il met fin en principe aux hostilités et qu'il lève le blocus du détroit d'Ormuz, cause d'une crise énergétique mondiale préoccupante.

Mais il est clair qu'à ce stade aucun des objectifs israélo-américains à l'origine du conflit n'est réglé : élimination du programme nucléaire iranien, destruction de l'arsenal de missiles balistiques de Téhéran, démantèlement du réseau régional de mandataires de l'Iran (en particulier le Hezbollah au Liban) et renversement du régime islamique. L'accord signé est en fait un simple mémorandum, qui évite pour le moment un nouvel embrasement régional et qui établit un programme de négociation de 60 jours extensibles sur les points en litige, y compris les modalités de circulation dans le détroit d'Ormuz, le dégel des avoirs financiers iraniens à l'extérieur et la compensation éventuelle des dommages de guerre.

Naturellement le président Trump présente aux Américains son accord comme une victoire éclatante : baisse prochaine des prix du pétrole, affaiblissement des capacités de nuisance de l'Iran, etc. L'Iran – malgré l'importance des destructions sur son sol – fait de même en proclamant sa victoire sur le « Grand Satan » (États-Unis) et le « Petit Satan » (Israël), du fait de l'inclusion du

Liban dans le cessez-le-feu, de la fin du blocus américain sur les ports iraniens, du déblocage de milliards de dollars d'avoirs iraniens, de la levée des sanctions américaines (notamment sur le pétrole), et de son contrôle du détroit d'Ormuz...

Sur le fond, cet accord peut donc difficilement être analysé autrement que comme un échec de la diplomatie trumpienne, qui s'est laissée entraîner par Netanyahu dans un conflit qui hélas porte atteinte à la crédibilité internationale des États-Unis et – après le carnage à Gaza – au crédit moral d'Israël, tous les deux sérieusement entamés. Il n'est en effet pas du tout évident que la négociation à venir sur le nucléaire parvienne à des résultats meilleurs que le JCPOA de 2015, loin de là. En outre, le Premier ministre israélien conteste ouvertement cet accord auquel il n'a pas été associé et il réserve le droit d'Israël à poursuivre ses opérations militaires, en particulier au Liban.



© Mehrshad Rajabi, Unsplash

Les pays du Golfe, premières victimes de cette crise après l'Iran, s'interrogent eux – à part les Emirats Arabes Unis – sur la fiabilité de la protection américaine et ils entendent mieux prendre en main leur destin sécuritaire en renforçant leurs capacités de défense autour de leurs infrastructures énergétiques et stratégiques. Ils souhaitent aussi développer leur coopération avec leurs voisins (Pakistan, Turquie, Egypte) et ont commencé à élaborer des projets de nouvelles voies de circulation évitant le détroit d'Ormuz. Le ministre saoudien des Affaires étrangères a par ailleurs déclaré publiquement ne disposer d'aucune information sur le fonds de 300 milliards de dollars pour reconstruire l'économie iranienne évoqué par l'accord, ni sur une éventuelle contribution des monarchies du Golfe. Il a précisé: «La confiance avec l'Iran doit être reconstruite avant que toute idée de coopération économique ou d'investissement mutuel puisse être abordée rationnellement».

Il faut bien sûr espérer que la négociation permette de trouver *in fine* un compromis acceptable sur le nucléaire, obtienne certaines garanties iraniennes sur son programme balistique, comporte un engagement de Téhéran à ne plus déstabiliser la région via ses «proxies» ainsi qu'une renonciation à percevoir des «frais de service» dans le détroit d'Ormuz. Cela est très loin d'être acquis car le régime iranien est persuadé d'avoir gagné cette guerre et qu'il s'est durci avec le renforcement des éléments les plus radicaux des Gardiens de la Révolution. En outre, la population iranienne risque d'être la grande oubliée de cet accord.

De plus, le jusqu'au-boutisme de Netanyahu menace de perturber cette négociation – comme on le voit au Liban –, même si Trump semble peu disposé à reprendre des opérations militaires sur l'Iran. En effet, les divergences et tensions se sont multipliées ces dernières semaines entre Washington et Tel Aviv: Trump veut parvenir à un accord avec l'Iran, réduire les tensions régionales et ouvrir la voie à une stabilisation plus large du Moyen Orient, afin de se concentrer sur d'autres priorités. En revanche, Netanyahu voit cet accord comme un revers stratégique et entend préserver sa liberté d'action maximale contre l'Iran et ses alliés.

« En outre, la population iranienne risque d'être la grande oubliée de cet accord. »

En somme, il convient naturellement de se réjouir que la guerre soit arrêtée, que l'on ait évité l'aggravation d'une crise énergétique mondiale, que le Liban puisse profiter de l'affaiblissement du Hezbollah pour se reconstruire et que la diplomatie reprenne enfin ses prérogatives au Moyen Orient.

Les pessimistes diront cependant qu'une mauvaise paix mène toujours à une nouvelle guerre... car le régime iranien investira les ressources dégelées dans son arsenal militaire et son réseau de

«proxies», ce qui présage un nouveau cycle inévitable de confrontation. Les optimistes espèrent eux qu'une dynamique de paix se créera au cours de la négociation qui a commencé: si l'Iran, avec des moyens retrouvés, rénove ses installations pétrolières et gazières et se focalise sur la reconstruction du pays au lieu de poursuivre la chimère de son «arc chiite» au Moyen Orient, la société iranienne – éduquée – pourrait enfin sortir du processus d'appauvrissement actuel et espérer se rapprocher du modèle occidental auquel elle aspire. Toutefois, le régime islamique fera-t-il le bon choix? Est-il capable de s'ouvrir, ne fut-ce que pour éviter de nouvelles «émeutes de la faim»? Les pragmatiques du régime l'emporteront-ils sur les ultraconservateurs au sein des Gardiens de la Révolution? Rien n'est moins sûr.

Le succès de la négociation est en tout cas ce qu'il faut souhaiter à la fois pour la population iranienne, pour la stabilisation du Moyen Orient et pour la reprise économique dans le monde. Il reste que:

- L'Iran continuera à jouer la carte libanaise pour faire pression sur Washington, et éventuellement faire traîner les négociations en longueur en mettant la faute sur les États-Unis, responsable à ses yeux des actions de l'Etat hébreu au pays du Cèdre.
- Tout règlement durable dans la région ne pourra pas faire l'impasse sur une solution équitable à la question palestinienne, ce à quoi le gouvernement israélien actuel n'est hélas pas prêt ●



© Akbar Nemati, Unsplash

REGARDS CROISÉS SUR LE MOYEN-ORIENT

Iran : l'accord de Versailles révèle les limites de la puissance américaine

Par Ahura Mazda

Ahura Mazda est le nom de plume de notre expert franco-iranien, ayant mené sa carrière politique et administrative en France. La religion iranienne ancienne, prêchée par le prophète Zarathoustra (bien avant l'islam) place au sommet de son panthéon un dieu qu'elle nomme Ahura Mazdā (« le seigneur sage ») et dont la réforme zoroastrienne (vers le VII^e siècle avant Jésus-Christ) fit le souverain unique de la création. Il s'agit d'un nom particulièrement symbolique.

Signé dans le faste du château de Versailles, l'accord-cadre conclu entre Washington et Téhéran devait consacrer le retour des États-Unis au centre du jeu moyen-oriental. Quelques jours plus tard, la suspension des négociations et les tensions persistantes avec Israël soulignent au contraire la complexité d'un dossier qui échappe désormais aux schémas traditionnels de domination.

Sous les ors de Versailles, lors des célébrations du 250^e anniversaire de l'indépendance américaine, Donald Trump et le président iranien Massoud Pezeshkian ont paraphé mercredi soir un mémorandum de quatorze points destiné à servir de base aux futures négociations entre les deux pays. Un document d'à peine deux pages, présenté comme l'amorce d'un règlement durable après des mois de tensions et la « guerre des Douze Jours ».

Mais l'optimisme initial a rapidement laissé place aux incertitudes. Les bombardements israéliens autour de Nabatiyeh, au Liban, ayant provoqué plusieurs dizaines de victimes, dont des militaires libanais, ont entraîné la suspension du processus. Une situation qui met en lumière les désaccords grandissants entre Washington et Jérusalem.

Des concessions jugées favorables à Téhéran

Pour nombre d'observateurs, le texte signé à Versailles apparaît largement favorable à la République islamique. Benjamin Netanyahu reproche d'ailleurs à son allié américain d'avoir accordé trop de concessions à Téhéran. Une critique qui illustre la détérioration des relations entre les deux dirigeants.

Au-delà des divergences personnelles, cette séquence révèle surtout les limites de la stratégie

américaine au Moyen-Orient. L'objectif initial était d'affaiblir durablement l'Iran et de réaffirmer la prééminence américaine dans la région. L'issue apparaît aujourd'hui beaucoup plus ambiguë.

Le détroit d'Ormuz au cœur des équilibres régionaux

Le détroit d'Ormuz demeure l'un des principaux leviers de négociation. Passage stratégique pour une part importante du commerce mondial des hydrocarbures, il concentre les préoccupations sécuritaires de l'ensemble des puissances présentes dans la région.

Au-delà de la question économique, c'est désormais la sécurité collective qui se trouve au centre des discussions. Américains, Britanniques et Français, tous présents militairement dans le Golfe, restent directement concernés par l'évolution du rapport de forces.

Pour Téhéran, Ormuz représente également un instrument diplomatique lui permettant de revendiquer un rôle de puissance régionale incontournable.

Le dossier nucléaire relégué au second plan

Sur le nucléaire, un retour aux principes de l'accord de 2015 semble se dessiner. Les destructions provoquées par les frappes de juin 2025 ont considérablement réduit les capacités d'enrichissement iraniennes.

Les installations ont été sévèrement endommagées et les stocks d'uranium enrichi se retrouvent en grande partie inaccessibles. Selon plusieurs spécialistes, reconstituer une capacité nucléaire militaire crédible exigerait désormais des années et des investissements considérables.

Les dirigeants iraniens paraissent avoir tiré les leçons de cet échec stratégique. Ils accepteraient de limiter l'enrichissement à 3,5 %, seuil compatible avec un usage civil, ainsi que le retour des inspections internationales, dans un cadre proche de celui de l'accord conclu en 2015 avant d'être dénoncé par Donald Trump en 2018.

Les quelque 450 kilogrammes d'uranium enrichi déplacés durant la guerre pourraient être dilués ou transférés vers la Russie ou la Chine.



Une victoire difficile à revendiquer pour Washington

Malgré l'annonce d'un accord historique, les résultats obtenus peinent à convaincre jusque dans les rangs républicains. Plusieurs élus du Congrès s'interrogent ouvertement sur le coût humain, financier et diplomatique de cette séquence.

L'immense déploiement militaire américain n'a finalement pas permis d'imposer une solution favorable à Washington. Cette situation nourrit un débat plus large sur l'état réel de la puissance américaine.

Pour certains analystes, les États-Unis demeurent prisonniers d'une vision du monde héritée de l'après-guerre froide, dans laquelle les grandes puissances pouvaient imposer leurs conditions aux États plus faibles. Or les conflits contemporains, de l'Ukraine au Moyen-Orient, montrent les limites croissantes de cette approche.

Netanyahou de plus en plus isolé

L'épisode iranien a également accentué les divergences entre Donald Trump et Benjamin Netanyahou. Si les deux dirigeants avaient agi de concert lors des frappes de 2025, leurs priorités semblent aujourd'hui diverger.

Le Premier ministre israélien conserve la possibilité de mener des opérations ciblées, notamment au Liban, mais la Maison Blanche paraît privilégier la voie diplomatique.

En Israël même, certains centres de réflexion s'inquiètent d'une érosion de l'image du pays auprès de l'opinion américaine, traditionnellement favorable à l'État hébreu.

L'Iran national prend le pas sur l'Iran islamique

Au-delà des considérations géopolitiques, la guerre a profondément transformé la société iranienne. La disparition du guide suprême Ali Khamenei et l'affaiblissement du clergé ont favorisé l'émergence d'un sentiment national renforcé.

Longtemps considérés comme les gardiens idéologiques de la République islamique, les Gardiens de la révolution apparaissent désormais aux yeux d'une partie de la population comme les défenseurs de la nation. Leur influence économique et politique est devenue considérable.

Parallèlement, les aspirations à davantage d'ouverture demeurent fortes. Les milieux économiques, scientifiques et universitaires souhaitent une réintégration de l'Iran dans les échanges internationaux.

Si la contestation du régime n'a pas disparu, le conflit a ravivé un sentiment d'unité nationale. Dans les rues iraniennes, la référence au nationalisme semble désormais l'emporter sur le discours religieux.

Un régime fragilisé mais toujours debout

La République islamique traversait l'une des périodes les plus délicates de son histoire récente.

Affaibli économiquement, confronté à une population éprouvée par l'inflation et l'isolement international, le pouvoir de Téhéran ne se maintient plus que grâce à un appareil sécuritaire puissant et à la répression.

L'Iran a également perdu une partie de ses relais régionaux et de sa capacité de dissuasion. Toutefois, le pays conserve d'importantes ressources énergétiques ainsi qu'une influence significative dans plusieurs dossiers du Moyen-Orient. Aucune chute immédiate du régime n'est à l'horizon. Mais la guerre a ouvert une nouvelle phase : celle d'une transition progressive où l'Iran national semble désormais prendre le pas sur l'Iran révolutionnaire.

« Mais la guerre a ouvert une nouvelle phase : celle d'une transition progressive où l'Iran national semble désormais prendre le pas sur l'Iran révolutionnaire. »

Dans ce contexte instable, les mois à venir seront déterminants pour l'avenir de la République islamique et pour l'équilibre stratégique du Moyen-Orient ●



© Necati Ömer Karpuzoglu, Pexels

REGARD D'EXPERTE

La Chine et le médicament : vers une reconfiguration géopolitique de l'innovation mondiale ?

Par **Bénédicte COUTURIER**



Diplômée de Sciences-Po Paris, Bénédicte a plus de 25 ans d'expérience en communication, chez l'annonceur (Compaq, Hewlett Packard) comme en agences de communication corporate. Elle accompagne entreprises et dirigeants, notamment dans le secteur de la santé. Elle rejoint ComCorp en 2013 comme Directrice Conseil, avant de devenir Directrice Associée du Groupe Antidox. Sensible à l'inclusion et au handicap, elle est engagée auprès d'une association de personnes en situation de handicap depuis plus de 15 ans et se passionne pour les sujets de RSE.

Pendant des décennies, l'économie mondiale du médicament a reposé sur un triptyque bien établi : les États-Unis prenaient en charge la recherche de rupture, l'Europe gérât le cadre réglementaire et clinique, tandis que l'Asie – Chine en tête – se cantonnait à la production de masse et aux principes actifs. Ce modèle traditionnel est aujourd'hui en train de voler en éclats.

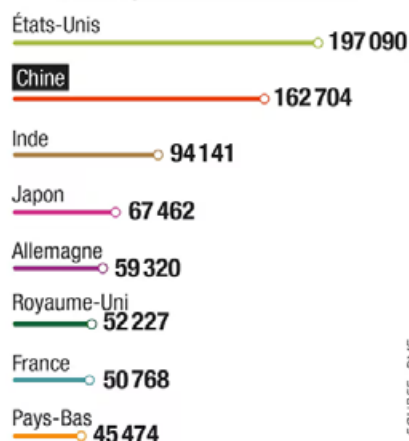
Un basculement industriel et scientifique majeur

Les indicateurs confirment que le centre de gravité de l'innovation thérapeutique se déplace rapidement vers Pékin. En quelques années, la Chine est devenue la première origine mondiale des nouvelles substances actives, devançant les États-Unis et l'Europe : elle a produit davantage de nouvelles entités moléculaires que l'Europe entière réunie, opérant ainsi une transition historique d'une logique de copie – les médicaments génériques – vers la création de molécules de rupture (first-in-class). Sur le terrain clinique, le pays multiplie les essais enregistrés auprès de l'OMS ; l'effort est particulièrement massif en oncologie, où la Chine concentre désormais plus du tiers des essais mondiaux. La consécration académique suit : pour la première fois, la recherche biomédicale chinoise a dépassé son homologue américaine en nombre de publications scientifiques.

La part de la Chine dans le portefeuille mondial des traitements innovants aurait presque quadruplé en moins de dix ans.

Une illustration très récente de cette dynamique est survenue le 22 juin 2026 : la Chine a autorisé le tout premier traitement au monde, dit « CAR-T », capable de détruire une tumeur solide. Concrètement, il s'agit d'une thérapie de pointe qui reprogramme les propres cellules immunitaires du patient pour traquer la maladie. C'est une véritable prouesse médicale, car ce type de traitement échouait systématiquement sur les tumeurs solides jusqu'à présent. L'innovation cible le cancer de l'estomac, un enjeu de santé publique majeur en Asie puisque la Chine concentre à elle seule près de la moitié des nouveaux cas mondiaux. Signe de l'hyper-productivité scientifique du pays, son agence sanitaire a validé, le même jour, plusieurs autres traitements totalement inédits.

Essais cliniques en cours en 2024



La Big Pharma occidentale sous perfusion de l'innovation chinoise

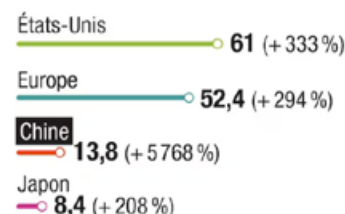
Cette montée en gamme suscite la convoitise des géants pharmaceutiques américains et européens. Face au tarissement de leurs propres laboratoires, les multinationales dépendent de plus en plus des pipelines chinois pour enrichir leur catalogue.

Les grands groupes se pressent à Pékin pour racheter des licences, parfois dès le stade de la

recherche préclinique. Au premier trimestre 2026, les accords signés entre des biotechs chinoises et des laboratoires étrangers ont atteint des sommets historiques, affichant une croissance de plus de 70 % en un an. Morgan Stanley estime d'ailleurs qu'à l'horizon 2040, plus d'un tiers des médicaments approuvés aux États-Unis par la FDA seront d'origine chinoise.

Les exemples de cette nouvelle interdépendance sont éloquentes. Merck a déboursé plusieurs milliards de dollars pour mettre la main sur une pilule contre l'obésité développée par le laboratoire Hansoh Pharma. La biotech Akeso Biopharma, quant à elle, a conçu un anticorps innovant capable de surclasser en essai clinique le traitement anticancéreux phare de ce même groupe américain. Le Brukinsa, traitement oncologique de pointe conçu par BeOne Medicines, a pour sa part franchi les frontières pour être directement autorisé et commercialisé aux États-Unis et en Europe. Signe ultime de ce renversement : l'américain Eli Lilly investit massivement pour moderniser ses usines en Chine, afin d'y produire des traitements de nouvelle génération destinés... au marché européen.

Dépenses de R&D en 2023, en milliards d'euros (croissance de 2000 à 2023)



Une machine à innover : les ressorts d'une ascension méthodique

Cette trajectoire fulgurante est le produit d'une stratégie d'État méthodique combinée à des avantages structurels massifs.

D'une part, les autorités chinoises ont élevé la biopharmacie au rang de priorité nationale absolue. Le cadre réglementaire a été purgé de ses lenteurs administratives : les effectifs des agences d'évaluation ont quadruplé, réduisant de plusieurs années les délais de mise sur le marché. L'État a également orchestré la création de gigantesques « clusters » technologiques (comme *Zhongguancun* à Pékin ou *Biobay* à Suzhou). Ces écosystèmes complets offrent aux biotechs des subventions massives, des réductions d'impôts et un accès direct aux équipements de l'Académie des sciences.

D'autre part, la Chine bénéficie d'une vitesse d'exécution clinique inégalée. Grâce à la densité de ses hôpitaux publics et à sa large population, le recrutement des patients pour tester les médicaments y est le plus rapide au monde. Les coûts de développement y sont inférieurs de 30 % à 40 % par rapport aux standards occidentaux.

Enfin, le secteur profite de l'intégration massive de l'intelligence artificielle pour accélérer la découverte de molécules, ainsi que d'un phénomène de fuite des cerveaux inversée (reverse brain drain). Face aux pressions politiques en Occident, des milliers de scientifiques de haut niveau formés aux États-Unis ou en Europe sont rentrés en Chine, apportant avec eux une expertise stratégique.

Vers un nouvel instrument d'influence géopolitique ?

Si le marché mondial reste financièrement dominé par les États-Unis en termes de ventes, la Chine s'est incontestablement imposée comme la grande puissance d'amont de la santé mondiale : celle qui invente.

Pour l'Europe, et particulièrement pour la France dont les budgets de recherche s'essouffent,

cette redistribution des cartes pose une question cruciale de souveraineté. Le risque est de glisser vers une dépendance technologique et médicale totale vis-à-vis de Pékin pour soigner les pathologies lourdes de nos populations (cancers, troubles métaboliques, maladies rares).

À l'image de l'énergie, des semi-conducteurs ou des terres rares, le médicament quitte définitivement la seule sphère de la santé publique. Dans un contexte de tensions internationales croissantes, la maîtrise des traitements de demain offre à la Chine un formidable outil de *soft power*. En devenant indispensable à la survie des systèmes de santé occidentaux, Pékin transforme l'innovation médicale en un nouvel espace de puissance et en un potentiel levier de pression géopolitique ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.